

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

4 mars 2021

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la répression de Hong Kong
par la République populaire de Chine**

(déposée par
Mmes Annick Ponthier et Ellen Samyn)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 maart 2021

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de repressie van Hong Kong
door de Volksrepubliek China**

(ingediend door
de dames Annick Ponthier en Ellen Samyn)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 4 avril 1990, la Région administrative spéciale de Hong Kong a adopté la loi fondamentale, qui est ensuite entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1997, date à laquelle la Grande-Bretagne a rétrocédé la colonie (l'ex-colonie) à la Chine. Cette loi servait *de facto* de loi constitutionnelle découlant de la Constitution chinoise et elle visait à mettre en œuvre la déclaration commune sino-britannique. Cette déclaration établissait le principe “un pays, deux systèmes”, en vertu duquel l'ordre politique et économique socialiste chinois ne s'appliquerait pas à Hong Kong. Cela signifie que Hong Kong pourrait conserver son système capitaliste en tant que région administrative autonome jusqu'en 2047.

En 2003, le gouvernement chinois de Pékin a tenté une première fois de remettre en question l'autonomie particulière de Hong Kong. Le gouvernement de Hong Kong a tenté de faire passer au Conseil législatif l'article 23 de la loi fondamentale, qui incrimine la subversion à l'égard du gouvernement central de Pékin. Un mouvement de contestation regroupant un demi-million de personnes a alors vu le jour. La pression sur Hong Kong est devenue trop forte et le report de l'instauration de l'article 23 a été décrété.

La Chine a encore attaqué le statut autonome de Hong Kong en 2014. Pékin a décidé que le chef de l'exécutif hongkongais ne serait plus élu directement et qu'il devrait désormais faire l'objet d'un contrôle préalable par le régime chinois. Cela a déclenché la révolution des parapluies, une révolte antichinoise qui a paralysé durant des mois le centre financier de Hong Kong.

En 2016, Pékin a lancé une offensive que l'on pourrait qualifier d'autodafé de livres, si ce n'est qu'elle visait uniquement les auteurs d'ouvrages censurés et non les ouvrages eux-mêmes. Des vendeurs et éditeurs hongkongais de livres à sensation concernant des hommes politiques ont été enlevés par les services secrets chinois et emmenés sur le continent.

Plus récemment encore, en 2019, une loi d'extradition a été annoncée. Cette loi, qui prévoit l'extradition de suspects de Hong Kong vers le continent, a sapé le système judiciaire indépendant de Hong Kong, consacré par la loi fondamentale de 1990, et a permis à la Chine de juger les dissidents politiques chinois qui avaient fui à Hong Kong. Cette loi a également donné lieu à des protestations massives qui furent les plus importantes de l'histoire chinoise depuis la manifestation de Tiananmen en 1989.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Op 4 april 1990 nam de Speciale Administratieve Regio Hong Kong de basiswet aan die van kracht werd vanaf het moment dat Groot-Brittannië de (ex-)kolonie aan China overdroeg, op 1 juli 1997. Deze wet diende als een *de facto* constitutionele wet die onder de Chinese Grondwet werd uitgevaardigd, om de Gezamenlijke Chinees-Britse Verklaring te implementeren. Die verklaring legde het “één land, twee systemen”-principe vast, dat bepaalde dat de Chinese socialistische politieke en economische ordening niet op Hong Kong van toepassing zou worden. Dit betekende dat Hong Kong als autonome bestuurlijke regio zijn kapitalistische systeem zou kunnen verderzetten tot 2047.

In 2003 werd een eerste poging ondernomen door de Chinese regering in Peking om de bijzondere autonomie van Hong Kong onder druk te zetten. De Hongkongse regering trachtte artikel 23 van de basiswet door de Wetgevende Raad te drukken, hetgeen subversie tegen de centrale regering van Peking strafbaar stelde. Er brak toen een protest van een half miljoen mensen uit, waardoor de druk op Hong Kong te groot werd en men de invoering van artikel 23 op de lange baan schoof.

In 2014 volgde een andere aanslag op de autonome status van Hong Kong door China. Peking bepaalde dat de hoogste Hongkongse bestuurder niet meer rechtstreeks werd verkozen en voortaan gescreend moest worden door het Chinese regime. Dit vormde de aanleiding tot de anti-Chinese Paraplu-revolutie, die maandenlang het financiële centrum van Hong Kong platlegde.

In 2016 lanceerde Peking een offensief dat vergelijkbaar is met een boek verbranding, alleen gericht op de auteurs van de gecensureerde werken en niet op de werken zelf. Hongkongse verkopers en uitgevers van roddelboeken over politici werden door Chinese veiligheidsdiensten ontvoerd en naar het vasteland overgebracht.

Nog recenter, in 2019, werd een uitleveringswet aangekondigd die voorziet in uitlevering van verdachten uit Hong Kong naar het vasteland. Hiermee werd het in de basiswet van 1990 verankerde Hongkongse onafhankelijke rechtssysteem ondermijnd en konden Chinese politieke dissidenten die naar Hong Kong gevlucht waren door China worden berecht. Ook deze uitleveringswet gaf aanleiding tot massale protesten, die te boek staan als de omvangrijkste in de Chinese geschiedenis sinds het Tiananmenprotest in 1989.

La dernière violation de l'autonomie de Hong Kong par le gouvernement central chinois, qui fut la plus importante, découle de l'adoption de la loi sur la sécurité nationale en 2020. Cette loi incrimine officiellement "les activités subversives, la sécession, le terrorisme et la collusion avec des forces étrangères". Ces faits ont été interprétés d'une manière tellement large que l'ensemble du mouvement favorable à la démocratie et à la souveraineté de Hong Kong est devenu passible de poursuites. Par exemple, l'occupation de places et de rues est devenue un acte de "terrorisme" et l'endommagement de bâtiments gouvernementaux est devenu un acte "subversif". La loi sur la sécurité nationale prévoit des peines de prison allant de dix ans à la perpétuité. Les activités d'opposition et de protestation de Hong Kong ont ainsi été *de facto* incriminées, compte tenu de la restriction disproportionnée de la liberté d'opinion, d'expression et de réunion pacifique. Une "Agence de sécurité nationale" a en outre été créée pour pouvoir poursuivre les suspects sous la juridiction chinoise, plutôt qu'en vertu de la loi de Hong Kong. La loi sur la sécurité permet par ailleurs aux forces de sécurité chinoises d'être stationnées à Hong Kong. Cette loi a été considérée par les experts comme une rupture définitive avec le principe "un pays, deux systèmes" et comme marquant la fin formelle de l'autonomie de Hong Kong.

Le dernier fait d'armes brutal de la Chine a consisté à faire arrêter toute l'opposition de Hong Kong le 6 janvier 2021.

Pas moins de 53 militants politiques, universitaires, anciens législateurs, membres actuels de conseils de district et avocats ont été arrêtés à la suite d'accusations fondées sur la loi sur la sécurité nationale de 2020. Les personnes arrêtées ont participé à des élections primaires pro-démocratiques non officielles en juillet 2020. Selon l'opposition pro-démocratique de Hong Kong, cela a entraîné sa décapitation par Pékin et l'élimination des derniers vestiges de la démocratie dans leur région.

Il est évident que l'histoire récente des relations sino-hongkongaises évoquée ci-dessus témoigne d'un mépris total de la Chine pour l'autonomie de Hong Kong, garantie par les conventions et inscrite dans la Constitution. Il n'est pas excessif de parler d'un manque de respect choquant de la part de la Chine pour les valeurs démocratiques et les droits de l'homme. Cette analyse étant partagée par de nombreux juristes et experts des droits de l'homme, la présente proposition de résolution vise à inciter le gouvernement fédéral à revoir fondamentalement ses relations bilatérales avec la Chine et à dénoncer ces

De laatste en meest ingrijpende inbreuk van de Chinese Centrale regering tegen de autonomie van Hong Kong werd gepleegd met de Nationale Veiligheidswet, in 2020. Deze wet maakte officieel "afscheiding, ondermijning, terrorisme en samenspanning met buitenlandse krachten" strafbaar. Die misdaden werden op een dergelijk brede wijze geïnterpreteerd dat de hele pro-democratische en pro-soevereiniteitsbeweging van Hong Kong vatbaar werd voor vervolging. Het bezetten van pleinen en straten viel onder "terrorisme" en de beschadiging van overheidsgebouwen onder "ondermijning", bijvoorbeeld. De Nationale Veiligheidswet koppelde daar gevangenisstraffen aan van tien jaar tot levenslang. De Hongkongse oppositie- en protestactiviteiten werden daarmee *de facto* strafbaar gesteld, gezien vrijheid van meningsuiting, expressie en vreedzame vergadering buitenproportioneel werden ingeperkt. Tevens werd een "*National Security Agency*" ingesteld om verdachten onder Chinese jurisdictie, in plaats van onder Hongkongse wet te kunnen vervolgen. De veiligheidswet maakte het daarnaast ook mogelijk om Chinese veiligheidstroepen in Hong Kong te stationeren. Deze wet werd door experts beschouwd als een finale breuk met het "één land twee systemen"-principe en het formele einde van een autonoom Hong Kong.

Het laatste brutale Chinese wapenfeit bestond erin de gehele Hongkongse oppositie te laten arresteren, op 6 januari 2021.

Maar liefst 53 politieke activisten, academici, voormalige wetgevers, huidige districtsraadsleden en advocaten werden gearresteerd wegens aanklachten op basis van de Nationale Veiligheidswet van 2020. De arrestanten namen deel aan officiële, pro-democratische voorverkiezingen in juli 2020. Volgens de Hongkongse pro-democratische oppositie betekende dit hun onthoofding door Peking en het doodknippen van de laatste resten democratie in hun regio.

Het is evident dat de bovenstaande recente geschiedenis van de Chinees-Hongkongse betrekkingen getuigen van een complete Chinese miskenning van de verdragsrechtelijke en grondwettelijk verankerde autonomie van Hong Kong. Het is allerminst overdreven om te spreken over een stuitend Chinees gebrek aan respect voor democratische waarden en mensenrechten. Deze stellingname wordt door menig jurist en mensenrechtenexpert gedeeld. Dit voorstel van resolutie strekt er dan ook toe om de federale regering aan te manen haar bilaterale verhouding met China fundamenteel te herzien en deze

pratiques totalitaires chinoises au niveau européen et dans les forums internationaux tels que l'ONU.

totalitaire Chinese wanpraktijken aan te kaarten op het Europese niveau en internationale fora als de VN.

Annick PONTHER (VB)

Ellen SAMYN (VB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu l'adoption, le 4 avril 1990, de la loi fondamentale de la région administrative spéciale de Hong Kong mettant en œuvre la déclaration conjointe sino-britannique prévoyant de doter Hong Kong d'un régime politique, économique et juridique autonome selon le principe "un pays, deux systèmes" jusqu'en 2047;

B. considérant qu'en 2003, le gouvernement central de la République populaire de Chine a cherché à faire adopter, par l'intermédiaire du gouvernement de Hong Kong, l'article 23 de la loi fondamentale incriminant la subversion contre la Chine;

C. considérant qu'en 2014, le gouvernement chinois a décidé que le chef de l'exécutif de Hong Kong ne serait pas directement élu mais serait nommé sous la supervision de la Chine, cette décision ayant déclenché la révolution des parapluies;

D. considérant qu'en 2016, des auteurs hongkongais de livres critiquant des responsables politiques ont été enlevés par les forces de sécurité chinoises et transférés en Chine continentale;

E. considérant que la loi d'extradition de 2019 a porté atteinte à la juridiction indépendante de Hong Kong et a permis d'extrader des dissidents politiques vers la Chine, ce qui a également déclenché des protestations massives;

F. considérant que, le 30 juin 2020, le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire de Chine a adopté une loi sur la sécurité nationale, sans la participation du parlement de Hong Kong, qui vise à sanctionner les activités de l'opposition et prévoit le déploiement de forces de sécurité chinoises à Hong Kong;

G. considérant que les experts en droits humains de l'ONU ont confirmé, le 1^{er} septembre 2020, que la loi précitée sur la sécurité pose de graves problèmes de légalité à Hong Kong, et entraîne des restrictions excessives de la liberté d'opinion, de la liberté d'expression et du droit de réunion pacifique;

H. considérant que, le 6 janvier 2021, 53 activistes politiques, universitaires, anciens législateurs, actuels conseillers de district et avocats ont été arrêtés à la suite d'accusations fondées sur la loi sur la sécurité nationale;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat op 4 april 1990 de basiswet van de Speciale Administratieve Regio Hong Kong werd aangenomen, ter implementatie van de Gezamenlijke Chinees-Britse Verklaring, die bepaalde dat Hong Kong volgens het "één land twee systemen"-principe een autonome politieke, economische en juridische ordening zou kennen tot het jaar 2047;

B. overwegende dat de centrale regering van de Volksrepubliek China in 2003 via de Hongkongse regering artikel 23 van de basiswet poogde in te voeren, dat subversie tegen China strafbaar stelde;

C. overwegende dat in 2014 de Chinese regering bepaalde dat de hoogste bestuurder van Hong Kong niet rechtstreeks verkozen zou worden, maar onder toezicht van China zou worden benoemd, wat aanleiding gaf tot de Paraplu-revolutie;

D. gelet op het feit dat in 2016 Hongkongse auteurs van roddelboeken over politici door de Chinese veiligheidsdiensten ontvoerd zijn en getransfereerd werden naar het Chinese vasteland;

E. gelet op de uitleveringswet van 2019, waardoor de onafhankelijke jurisdictie van Hong Kong ondermijnd werd en politieke dissidenten aan China konden worden uitgeleverd, hetgeen eveneens de aanleiding vormde tot massale protesten;

F. overwegende dat op 30 juni 2020 door het Permanent Comité van het Nationaal Volkscongres van China een nationale veiligheidswet is aangenomen, zonder medewerking van het parlement in Hong Kong, dat strekte tot het sanctioneren van oppositie-activiteiten en voorzag in de plaatsing van Chinese veiligheidstroepen in Hong Kong;

G. overwegende dat VN-mensenrechtenexperts op 1 september 2020 bevestigden dat de bewuste veiligheidswet in Hong Kong gekenmerkt wordt door ernstige legaliteitsproblemen en overmatige beperkingen van de vrijheid van meningsuiting, expressie en het recht op vreedzame vergadering inhoudt;

H. overwegende dat op 6 januari 2021, 53 politieke activisten, academici, voormalige wetgevers, huidige districtsraadsleden en advocaten gearresteerd werden op basis van aanklachten afgeleid uit de Nationale Veiligheidswet;

I. considérant que tous ces faits imputables à l'administration centrale chinoise de Pékin sont inconciliables avec les valeurs démocratiques, la liberté et les droits de l'homme promus par des organisations telles que l'Union européenne et les Nations unies;

J. vu la déclaration du 18 juin 2020 du vice-président de la Commission/Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité à propos de la loi sur la sécurité nationale de la République populaire de Chine, et la nécessité que l'Union européenne protège l'autonomie étendue dont bénéficie Hong Kong;

K. vu la déclaration du 7 janvier 2021 du vice-président de la Commission/Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité à propos des arrestations massives de personnes ayant participé aux élections primaires pro-démocratiques de juillet 2020.

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de condamner fermement la répression exercée par la Chine au travers de la loi sur la sécurité nationale et de l'arrestation, le 6 janvier 2021, de membres de l'opposition, de conseillers de district, d'anciens législateurs, d'activistes, d'avocats et d'universitaires, et d'évoquer cette question au niveau européen, dans ses relations bilatérales avec la Chine et au sein des forums internationaux tels que l'ONU;

2. de reconsidérer fondamentalement ses relations bilatérales avec la République populaire de Chine aux niveaux politique, économique et diplomatique, compte tenu de la transformation rapide de la Chine en un régime totalitaire et hostile.

4 février 2021

I. overwegende dat al deze feiten die door het centrale Chinese bestuur in Peking zijn geïnstigeerd geenszins te verzoenen zijn met de waarden van democratie, vrijheid en mensenrechten, die door organisaties als de EU en VN worden uitgedragen;

J. gelet op de verklaring van de Vicepresident van de Commissie/Hoge Vertegenwoordiger voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid van de Unie op 18 juni 2020 over de Nationale Veiligheidswet van de Volksrepubliek China en de noodzaak om als EU de verregaande autonomie van Hong Kong te beschermen;

K. gelet op de verklaring van de Vicepresident van de Commissie/Hoge Vertegenwoordiger voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid van de Unie op 7 januari 2012 over de grootschalige arrestaties van mensen die betrokken waren bij de pro-democratische voorverkiezingen van juli 2020.

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. de Chinese repressie middels de Nationale Veiligheidswet en de arrestatie van oppositieleden, districtsraadsleden, voormalige wetgevers, activisten, advocaten en academici op 6 januari 2021 met klem te veroordelen en aan te kaarten op Europees niveau, in haar bilaterale relatie met China en via internationale fora als de VN;

2. haar bilaterale verhoudingen met de Volksrepubliek China op politiek, economisch en diplomatiek vlak fundamenteel te herzien, gezien de snelle ontwikkeling van het land richting een totalitair en vijandig regime.

4 februari 2021

Annick PONTHER (VB)
Ellen SAMYN (VB)